



29 novembre 2011

Grèce : La lutte des travailleurs grecs est notre lutte

*L*a Grèce est un pays riche. Son économie est classée au 25ème rang mondial. Elle possède beaucoup de ressources naturelles: la mer par exemple en regorge. Pourtant elle est endettée jusqu'au cou.

POUR COMPRENDRE LA SITUATION ACTUELLE, IL FAUT REMONTER JUSQU'EN 1979, date à laquelle le parlement grec a voté l'entrée de la Grèce dans la Communauté Européenne. PASOK (PS grec) et PCG (Parti Communiste Grec) y étaient alors opposés et réclamaient le retrait de l'OTAN et du Marché Commun. En 1981, le PS arrive au pouvoir avec une majorité absolue sur la base de la promesse de Papandréou père d'organiser un référendum sur la sortie de la Grèce du Marché Commun (déjà! de père en fils). Mais dès leur arrivée au pouvoir les promesses électorales sont oubliées.

De 1981 à 1985, les socialistes mènent une politique économique et sociale au service du grand capital. Ils réduisent les impôts pour le capital, ils accroissent les dépenses militaires et adhèrent aux directives de l'OTAN, de la Communauté Européenne (par exemple dans les domaines agricole et de la production alimentaire). Dans le même temps, ils sont contraints à embaucher dans les services et entreprises publiques. Le solde du budget de l'Etat était alors positif (+1,5% en 1981), il est devenu négatif (en 2000 -3%) et cela s'aggrave depuis l'entrée de la Grèce dans la zone euro en 2002. **La dette augmente considérablement.** L'organisation des J.O (coût= environ 11 milliards officiellement, sans doute plus dans la réalité) et la poursuite de la même politique vont aggraver cette situation déjà très difficile.

Evolution de la dette publique en Grèce

1981	26,9% du PIB
1989	64,2%
2003	97,4%
2006	103,8%
2009	127,1%
2010	142,8%
2013 (prévisions)	142,8%

Après 2006, l'augmentation de la dette est de 13% par an.

QUELQUES ELEMENTS DES POLITIQUES CONDUITES DEPUIS 1981 PAR LE PS SEUL OU PAR LA DROITE AVEC LE SOUTIEN DU PS, SOUS LA HOULETTE DE L'EUROPE

- Déficit commercial (balance import/export)

1981	+4%
1990	- 6%
2011	- 11%

- Déficit agricole

1981	agriculture bénéficiaire +30 millions
2010	agriculture déficitaire - 3 milliards

La PAC (politique agricole commune au niveau européen) contraint la Grèce à abandonner de nombreuses productions: coton, tabac, sucre, agrumes, élevage etc... Elle est aussi responsable de la fermeture de nombreuses usines de transformation: filature, confection... Ces usines furent délocalisées dans les pays de l'est.

- Diminution de l'activité économique pour cause de profits insuffisants (les capitalistes considèrent que leurs profits ne sont pas assez élevés!). Les banques et les monopoles sont renfloués par l'Etat (aux frais bien sûr du contribuable !)
- Importance des dépenses militaires. Dans le cadre de l'OTAN l'envoi de forces importantes en Afghanistan, Irak, Golfe persique, Lybie, coûte fort cher au peuple grec. Par exemple en 2009 le budget militaire a représenté 4% du PIB, alors qu'il ne représente que 2,4% en France et 1,4% en Allemagne. La Grèce a acheté 6 frégates à la France (2,5 milliards d'Euros) et 6 sous marins à l'Allemagne (5 milliards). De plus ils ne sont pas en état de marche!
- Augmentation des emprunts d'Etat auprès des banques nationales et internationales à des taux très élevés et sur des durées d'amortissement très courtes. Les banques européennes détiennent une grande partie des bons du trésor Grec. Le coût de ces emprunts (intérêts et amortissement) est très élevé et pèse de plus en plus fort sur le budget de l'Etat: 21,3% du PIB en 2000, 40% en 2010.

Coût des emprunts

année	montant des intérêts	coût de l'amortissement de la dette
2009	12,3 milliards	29 milliards
2010	13,2 milliards	20 milliards
2013 (prévisions)	20 milliards	37 milliards

- Augmentation du chômage et baisse des salaires conduisent à une stagnation des recettes de l'Etat et à une diminution des dépenses salariales et sociales:

année	recettes de l'Etat	dépenses salaires et protection sociale
2009	48,5 milliards	42,3 milliards
2010	51,1 milliards	37,9milliards

- Augmentation des prélèvements: la TVA par exemple était à 8%, elle est passée à 23%

- Par contre les profits capitalistes, en particulier pour les capitaux maritimes et l'argent donné aux banques, sont énormes (108 milliards en 2009)

Dans cette situation dont ils sont responsables, FMI, Communauté Européenne, Banque Centrale Européenne en concordance avec les gouvernements grecs successifs, accentuent de plus en plus leur pression et ce depuis des années pour faire payer toujours plus le peuple grec.

- Diminution des salaires directs et indirects – Baisse de 20% en 2010 avec effet rétroactif sur 2009, de 40% jusqu'à 57 ans et de 20% après.

- Nouvelle grille salariale des fonctionnaires qui conduit à une baisse du salaire mensuel de 32 à 112 Euros, pour des salaires qui n'ont rien de mirobolant (en brut, 780 Euros pour les salaires les plus bas, 2097 pour les plus élevés).

- La TVA passe de 8 à...23%

- Diminution des retraites des fonctionnaires.

- Réduction du nombre de fonctionnaires et salariés des services et entreprises publiques, mise en réserve de 50.000 fonctionnaires pour un an avec 60% du salaire et par la suite licenciement (objectif, diminuer de 200 000 alors qu'ils sont actuellement 1 million de fonctionnaires, salariés des services et entreprises publiques pour une population de 11 millions), mobilité obligatoire pour d'autres.

- Augmentation des prélèvements sociaux, notamment les impôts des particuliers les plus pauvres. L'exonération d'impôts passe de 12000 Euros brut de revenus annuels à 5000 Euros brut.

- Privatisations et fermetures de services publics (en particulier écoles et hôpitaux, par exemple fermeture de l'unique école pour handicapés). Diminution des crédits de fonctionnement pour l'ensemble (par exemple, plus d'achat de livre dans les écoles).

- Les conventions collectives nationales disparaîtraient, Seul subsisterait le niveau

par branche ou par entreprise, les accords d'entreprise, ceux-ci étant évidemment d'un niveau inférieur.

Entérinées par le gouvernement grec, les mesures imposées par la Communauté Européenne, le FMI et la Banque Centrale Européenne ne s'attaquent surtout pas au capital.

En juillet 2011, la Communauté Européenne prévoit le remplacement des bons du trésor actuels par des nouveaux plus faiblement rétribués (4,7%). Autre train de mesures envisagé, des bons de 30ans avec intérêts payés au bout de ces 30 ans ! réduction de la dette avec participation de secteur privé. Bien sûr toutes ces mesures seraient en euros constants

Le 26 octobre un autre plan encore plus drastique a été adopté. Loin d'aider « la Grèce », l'Union Européenne étrangle le peuple de ce pays pour des périodes de plus en plus longues et prolonge la durée de son emprise sur cette nation.

Une campagne idéologique vise à faire du peuple grec le bouc émissaire de cette situation. Il faut savoir que les grecs travaillent autant que ceux des autres pays. Si 80% de leur PIB échappe à l'impôt c'est que le capital maritime, les propriétés de l'église, les bénéfices des entreprises étrangères installées en Grèce, les profits des entreprises grecques qui investissent à l'étranger et reviennent ensuite s'installer en Grèce etc... sont exonérées d'impôt et détournent ainsi des milliards de richesses produites par le peuple grec.

Le changement de gouvernement n'a pas entamé la détermination du peuple grec, les grèves se poursuivent et s'étendent même à d'autres secteurs: les aciéries d'Athènes sont occupées depuis 25 jours; les salariés bénéficient du soutien total de la population.

La situation du peuple Grec est gravissime. Les mobilisations et réactions sont à l'image de cette gravité

- Rassemblement des mécontents
- Grèves avec occupation d'usines et des lieux de travail
- Grèves presque quotidiennes des transports (métros, bus, taxis, aéroports)
- Grèves des journalistes des chaînes publiques de la télévision
- Grèves nationales auxquelles s'associe le petit commerce qui trinque aussi avec la baisse du pouvoir d'achat.
- Il y a quelques semaines, grève nationale de 48 heures été si importante que le pouvoir a dû faire intervenir la force européenne composée d'allemands et de nordiques (800 gendarmes).
- Le mécontentement se mesure aussi à travers les élections professionnelles (exemple, aux impôts, les tendances syndicales proches du PS et de la droite perdent beaucoup alors que la tendance proche du Parti Communiste Grec, passe

de 8% à 14%).

- Dans toutes ces luttes le PCG (Parti Communiste Grec) et la tendance syndicale PAME qui en est proche sont aux premières lignes.

C'est bien ce profond mouvement populaire qui fait peur aux forces du capital. La proposition de Papandréou d'un référendum populaire était destinée à étouffer les résistances mais finalement il n'a pas osé courir le risque d'un vote négatif du peuple Grec.

Le nouveau gouvernement (PASOK, DROITE, EXTREME DROITE) a comme premier objectif de museler et neutraliser les révoltes et résistances populaires afin d'imposer toutes les mesures dictées par la Communauté Européenne. Il est présenté comme constitué de techniciens pour mieux dissimuler leur choix en faveur des forces du capital. Il s'agit, en fait, des hommes de main du grand capital mondial: M. Papadimos, le premier ministre actuel, a été l'un des dirigeants de la banque Goldman Sachs. Il a aussi été gouverneur de la banque nationale grecque puis de la Banque Centrale Européenne.

La lutte des travailleurs grecs est notre lutte. C'est la lutte des mêmes contre les mêmes.

www.sitecommunistes.org